

AXE n° 4

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS RURALES EUROPÉENNES CONTEMPORAINES

Jean Luc MAYAUD

Jean Luc MAYAUD

Professeur d'histoire contemporaine
à l'université Lumière Lyon 2

L'axe « rural » existant aujourd'hui au sein du Centre Pierre Léon a pris la suite, en l'infléchissant, de l'axe *Cultures matérielles du Moyen âge à nos jours et Histoire rurale*. Dirigée depuis 1995 par Jean-Luc Mayaud, professeur d'histoire contemporaine, l'équipe a pour ambition d'être un pôle français pour l'histoire rurale européenne contemporaine. Elle réunit 7 enseignants-chercheurs (dont 2 associés), 7 post-doctorants et 10 doctorants (9 nouveaux doctorants seront inscrits en juin 1998). À la différence du réseau rassemblé par l'Association d'histoire des sociétés rurales (Jean-Marc Moriceau, université de Caen), auquel ses membres adhèrent – Jean-Luc Mayaud est d'ailleurs membre de son conseil d'administration –, elle est résolument orientée vers la période contemporaine et se veut pluridisciplinaire, partageant problématiques et méthodes avec les autres sciences sociales appliquées à l'espace rural. Elle est l'une des

composantes de l'Association des ruraux français (ARF), association pluridisciplinaire existant depuis vingt-cinq ans, et actuellement présidée par Jean-Luc Mayaud. L'équipe rurale de l'UMR est en relation avec plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs de diverses universités et laboratoires de recherche européens. Le réseau regroupe ainsi les équipes animées par Franco Cazzola (université de Bologne), Ramón Garrabou (université Autonome de Barcelone), Anne-Lise Head (université de Genève), Ronald Hubscher (université Paris X-Nanterre), Jean-Pierre Jessenne (université de Rouen), Evi Karouzou (université d'Athènes), Gino Massullo (université de Rome), Enric Saguer (université de Gérone).

DIRECTIONS DE RECHERCHES DE L'AXE

L'équipe est elle-même structurée autour de cinq thèmes de recherche :

Sources, corpus et méthodes de l'histoire rurale contemporaine

La recherche et l'exploitation des sources classiques de l'histoire sociale et économique constituent un des objets des travaux conduits au sein de l'équipe du Centre Pierre Léon. Si les sources rurales ne sont guère spécifiques, une réflexion sur leur mise en œuvre est en revanche conduite collectivement. Elle constitue une part essentielle du programme de l'Atelier mensuel « Histoire des sociétés rurales contemporaines ». Les sources orales et les sources non-écrites (photographies, films familiaux, etc.) sont le miel d'Anne-Marie Granet-Abisset : important est le rôle de la mémoire en histoire et son utilisation en tant que source pour l'historien, quelles qu'en soient ses formes d'expression

(écrit, image, objet, oralité). Évaluer et intégrer les représentations mentales, les images et imaginaires permettent de contribuer à expliquer comportements individuels et collectifs, et pratiques sociales. La photographie et le rural est le sujet d'une prochaine thèse (Marin Dacos, DEA 1998).

Les perspectives d'un renouvellement archivistique sont importantes. En témoignent les tentatives de croisement des sources classiques, facilitées par le traitement informatique pour lequel une formation spécifique, confiée à Jean-Luc Mayaud, est ouverte au sein du diplôme d'études approfondies (DEA) « Histoire et civilisations » de l'université Lumière Lyon 2 depuis octobre 1996. Plusieurs bases de données sont en cours d'élaboration : elles concernent d'une part, les gagnants au concours général agricole et ceux des comices et concours régionaux pour les départements de Rhône-Alpes au XIX^e siècle et, d'autre part, les maires, adjoints et membres des conseils municipaux des communes de Rhône-Alpes aux XIX^e et XX^e siècles. La méthode à l'œuvre consiste à informatiser les palmarès des concours (une fiche par gagnant), entre 1843 et 1940, et la liste des membres des conseils municipaux (une fiche par élu ou nommé par scrutin), de la Révolution à 1914. Ces fichiers (près de 80 000 pour les concours, plusieurs milliers pour les conseillers municipaux) sont ensuite progressivement complétés par des fichiers secondaires – procédures de fiches individuelles liées – constitués à partir des sources dorénavant classiques : recensements, cadastres, listes électorales, état civil, archives notariées, etc.

Les exploitations rurales

Plus difficiles à cerner que les structures de propriété, connues à travers les

cadastres successifs, les structures de l'exploitation sont cependant plus essentielles à la compréhension des sociétés rurales et de leur évolution. Leur étude permet de serrer au plus près la réalité sociale et rejoint les problématiques et les méthodes des historiens du social : dépouillement des listes nominatives de recensement, des statistiques nationales et communales, livres d'exploitation et baux conservés dans les archives privées et publiques, monographies dressées par les agronomes, archives des coopératives agricoles, autant de sources qui permettent de repérer le changement social des campagnes, les voies régionales d'évolution, les stratégies de reproduction sociale, les modalités de maintien de l'exploitation patrimoniale dans sa viabilité.

La réalité de l'exploitation rurale apparaît non plus exclusivement paysanne et agricole, mais rurale et pluri-active. La capacité d'adaptation, en souplasse, aux variations du marché et aux tensions locales, souligne la possible pérennité de la petite et de la moyenne exploitation rurale. Elle est liée aux choix proto-industriels de certaines régions européennes, si bien que cet axe de recherche est en parfaite cohérence avec l'étude des entreprises proto-industrielles et de leurs stratégies, notamment des stratégies de recrutement de la main-d'œuvre. Son maintien impose également l'analyse des mobilités. Elle est encore vivace aujourd'hui, comme en témoignent la réactivation des formes de pluri-activité et la multiplication des ressources complémentaires de l'exploitation agricole.

Ces réflexions sont de nature à renouveler la compréhension historique du social. Études de cas et approches prosopographiques permettent de sortir des impasses de la nomenclature actuelle, forgée autour des qualificatifs

petit/moyen/grand qui est bien loin de rendre compte de la complexité sociale et de son fonctionnement. Outre la publication d'un ouvrage sur la petite exploitation (Jean-Luc Mayaud), deux thèses sont actuellement en cours, prenant pour terrain, l'une le département de la Drôme (Yann Stéphan), l'autre le Pays basque français (Martine Bacqué-Cochard). La méthode, celle d'un repérage et d'un suivi nominatifs, a été validée par d'excellents DEA et présentée au cours de l'atelier mensuel de l'axe rural. Les problèmes de transmission ont fait l'objet de deux thèses soutenues (Philippe Gonod et Jean Large). Les compléments procurés par les communaux, les indivis, la pluriactivité et les réactivations de la communauté villageoise sont quant à eux abordés par d'autres thèses en cours (Christine Chatot-Pieralli, Pierre Cornu, Philippe Deturche et Laurent Le Gall) ou par les travaux de recherche de post-doctorants (Christian Estève, Philippe Gonod et Bernard Vandeplass) et d'enseignants-chercheurs (Robert Estier, Pierre Goujon, Anne-Marie Granet-Abisset et Jean-Luc Mayaud). Enfin, la prise en compte de la réalité des structures de l'exploitation paysanne contribue à l'infléchissement des analyses et des stratégies des partis politiques : il en est ainsi du parti socialiste analysé par Édouard Lynch (thèse de l'Institut d'études politiques de Paris, 1998), élu à l'université Lumière Lyon 2 a rejoint l'équipe de l'UMR.

Les produits et les marchés agricoles

La petite exploitation ne survit pas en marge du marché et indépendamment de lui. Elle y livre ses surplus et les pluri-actifs se montrent sensibles aux fluctuations et aux orientations susceptibles de gonfler les revenus d'appoint

d'Henri Morsel (« La modernité au village. Étude comparée de l'aménagement des barrages de Tignes et de Serre-Ponçon, des années 1920 à la fin des années 1960 ») dont les prolongements ne peuvent qu'enrichir ce thème fédérateur du réseau européen constitué et pour lequel des prolongements sont en cours de négociation.

FORMATION

Bénéficiant d'un enseignement spécifique « Histoire des sociétés rurales contemporaines européennes », dès la licence d'histoire, d'un certificat méthodologique et historiographique d'histoire rurale contemporaine en maîtrise, les étudiants qui le souhaitent peuvent s'inscrire en DEA en histoire rurale. Parmi les enseignements proposés, ils peuvent se perfectionner au traitement informatique et à la constitution de bases de données. Le séminaire mensuel de l'axe rural leur est largement ouvert (voir le programme en annexe).

CONTRATS DE RECHERCHE

Récemment réorganisé, l'axe « rural » tente de répondre aux demandes locales et multiplie les contacts avec les partenaires susceptibles d'être intéressés par des recherches appliquées. C'est ainsi qu'une étude historique a été réalisée pour la mise en place d'une « Route de la lavande » dans le département de la Drôme (financement Conseil général et Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes) ; l'équipe est également impliquée (conseil scientifique et contrat de recherche en cours) dans l'Institut du monde de l'olivier, de Nyons (Drôme). Sont encore en cours de négocia-

tion plusieurs contrats (voir *infra*, « Perspectives de recherches »).

DIFFUSION DE LA RECHERCHE

Outre les multiples publications individuelles, plusieurs membres de l'équipe, des enseignants-chercheurs aux doctorants, se retrouvent en nombre pour plusieurs ouvrages collectifs. Pour la seule année 1998 ont été publiés ou sont sous presse : « L'animal domestique, XVI^e-XX^e siècles », *Cahiers d'histoire*, tome 42, n° 3-4, 1997 (6 articles de membres de l'UMR 5599 sur 12) ; *Clio dans les vignes. Mélanges offerts à Gilbert Garrier*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1998 (14 articles sur 33) ; *Les violences rurales au quotidien. Actes du 21^e colloque de l'Association des ruralistes français*, Poitiers, 29 septembre-1^{er} octobre 1997, Paris/Poitiers, ARF Éditions/Éditions de la Boutique de l'Histoire, 1998 (5 articles sur 22) ; « Histoire rurale, histoire sociale », *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n° 1-2, 1999 (6 articles sur 6).

PERSPECTIVES 1999-2002

L'axe ayant été récemment reconstitué, ses perspectives de recherches se situent en continuité du bilan qui vient d'être présenté. Les thématiques demeurent identiques, les membres de l'équipe s'engageant à les développer au cours des quatre années à venir. L'insertion dans la région Rhône-Alpes sera accentuée par la multiplication des partenariats – et donc des contrats – avec les diverses collectivités territoriales, la Direction régionale des affaires culturelles et les divers organismes scientifiques et culturels qui sollicitent l'équipe. L'ambition

demeure d'être un pôle français pour l'histoire rurale européenne contemporaine. De même, les relations avec les autres équipes européennes du réseau constitué ne peuvent qu'être renforcées par l'organisation de colloques communs et la préparation d'un programme de recherche actuellement examiné par les services recherche de l'Union européenne.

Sources, corpus et méthodes de l'histoire rurale contemporaine

Sources orales et sources non écrites (photographies, films familiaux, etc.) demeurent l'une des préoccupations de l'équipe. La photographie et le rural est le sujet d'une prochaine thèse (Marin Dacos, DEA 1998).

La formation au traitement informatique demeurera assurée, et les bases de données concernant d'une part les gagnants aux concours agricoles et, d'autre part, les membres des conseils municipaux des communes de Rhône-Alpes aux XIX^e-XX^e siècles seront complétées, croisées et analysées pour une publication commune et plusieurs thèses (DEA 1998 de Gaëlle Charcosset, Laurence Hugot et David Trouillet).

Enfin, un contrat de recherche est accepté et signé entre l'UMR et l'Association pour l'étude de l'histoire de l'agriculture au XX^e siècle (Ministère de l'Agriculture/Académie d'agriculture de France). Entre octobre 1998 et décembre 2000, l'équipe s'engage à réaliser un guide bibliographique et archivistique de l'histoire agricole de la France contemporaine (XIX^e-XX^e siècles). Il s'agit d'abord d'effectuer la recension systématique des ouvrages et articles publiés depuis 1945. Elle sera complétée par une enquête auprès des universités et établissements de recherche, des multiples écoles (Agronomie, Vétérinaire, etc.), des

administrations et des associations afin de prendre en compte les nombreuses études non publiées (mémoires, thèses, rapports, littérature « grise »). Une telle approche, ambitieuse, permettra de rassembler plusieurs milliers de références ; leur saisie sur support informatique (logiciel FileMaker Pro, compatible PC-Macintosh) autorisera une indexation et une interrogation de cette base de données selon les noms d'auteur, la date de publication, le lieu (région, département), la période historique concernée (régimes politiques), la nature de l'information (histoire économique, sociale, politique, culturelle, technique, géographie, agronomie, sociologie, ethnologie, anthropologie, etc.), et selon quelques clefs d'index (par exemple : association, exploitation, femmes, formation, mécanisation, produits, techniques...). Ensuite, sera dressé un état des sources embrassant dans un premier temps les seules sources « nationales ». Sources imprimées, des recueils statistiques à la presse spécialisée et professionnelle, des publications syndicales, aux articles scientifiques, aux rapports officiels, et aux catalogues de matériel, etc. ; l'investigation sera étendue aux bibliothèques des multiples grands établissements d'enseignement et de recherche publics et privés, et à celles des associations, des établissements bancaires et des services de l'État. La recension pourra également être complétée par une investigation à une échelle plus réduite, régionale : les publications des sociétés d'agriculture, des chambres d'agriculture... Également saisies sous forme de base de données, ces références indiqueront les lieux de conservation et de consultation. Sources manuscrites : relativement pauvres sont les fonds concernant le ministère de l'Agriculture aux Archives nationales ; ils seront complétés par les fonds d'autres ministères (Finances, Aménagement du

territoire...), et par les archives, déposées ou non, des grands organismes privés ou publics (par exemple celles du Crédit foncier, du Crédit agricole, de la Mutualité sociale agricole, des grandes écoles et établissements de recherche, des Haras nationaux, etc.). Pourront être encore signalées les archives privées des personnalités du monde agricole, hommes politiques, hauts fonctionnaires, chercheurs et agronomes, militants, etc. Enfin, une étude supplémentaire, bénéficiant d'un contrat spécifique, pourra toutefois être conduite, à titre de modèle, afin de dresser un état des sources dans le cadre d'un ou deux départements.

Les exploitations rurales

Études de cas et approches prosopographiques sont elles-aussi renforcées. Outre les thèses en cours, dont l'achèvement est programmé pour les prochaines années, de nouveaux sujets sont en préparation (DEA 1998), qui permettront d'étudier, avec les mêmes méthodes de la « micro-histoire », les itinéraires économiques et sociaux des gardes forestiers (Stéphanie Larcelet) ou des cabaretiers (Laurence Hugot), qui sont également exploitants agricoles. De même, est attendue l'étude des laissés pour compte au village (Estelle Boyer) et la conflictuosité villageoise dont l'une des motivations est la lutte pour la terre (Isabelle Bernard, Arnaud Cappeau et Hélène Varlet). Un projet de recherches est également en cours d'élaboration sur la faim de terre, analysée dans un premier temps à travers un suivi de chaque parcelle d'un village pendant les deux derniers siècles (Jean-Luc Mayaud) : informatisation des matrices cadastrales et analyse des données démographiques (reconstitutions des familles et des réseaux) comme celles concernant les activités économiques, etc., devraient permettre une approche des plus fines.

Les produits et les marchés agricoles

Ce thème sera lui aussi renforcé. Outre la continuation des travaux des membres de l'UMR et des études, plusieurs secteurs doivent être développés. L'élevage a fait l'objet de plusieurs DEA, bientôt poursuivis (après concours) par des thèses : la pomme de terre et les féculeries sont étudiées par Augustin Ballot, le maïs par Alice Borel, le cheval comtois par Stéphanie Bourgeas, le bétail gras par Caroline Gilberte, la betterave par Valérie Pona, l'élevage bovin savoyard par Sébastien Romagnan et celui du Charollais par David Trouillet. Il s'agit, à chaque fois d'une approche économique et sociale fine, au croisement entre étude des spécialisations, des cycles de production, des produits et de leur sélection, du monde des producteurs et de leur formation, des phénomènes identitaires et culturels, etc. Plusieurs contrats de recherche sont en cours de négociation : l'un concerne l'Emmental (syndicat des producteurs et affineurs de l'emmental grand cru), l'autre le Brie de Meaux (municipalité de Meaux, en vue de la création d'un musée) ; l'autre, plus ambitieux, concerne la « filière cuir », négocié avec la maison Hermès.

L'excellence agricole et les élites rurales qu'elle génère

La poursuite des investigations concernant cet aspect de la recherche est inévitable, tant il offre de perspectives pour la recherche collective de l'UMR. Pour les sociétés rurales, plusieurs thèses en cours ou à venir (DEA 1998 et 1999) permettront l'élargissement des lieux d'observation, la confrontation, et, à terme, une synthèse préparée par plusieurs séances de séminaires et colloques.

Les processus de diffusion de la modernisation technique et de l'innovation agronomique

Le réseau européen constitué a présenté un dossier collectif auprès des instances de l'Union européenne (secteur recherches) qui est en cours d'examen. Ce dossier a été préparé par plusieurs rencontres des responsables d'équipe, un séminaire à Gérone (actes en cours de publication) et plusieurs échanges réciproques de chercheurs. Quels que soient les résultats financiers, il est cependant convenu que le projet sera maintenu, et la recherche d'autres ressources financières engagée. Pour ce qui concerne l'axe *Economies et sociétés rurales* l'UMR, l'ambition est de conduire des réflexions et des recherches sur les changements techniques et technologiques dans les campagnes françaises depuis le début du XIX^e siècle, et de mesurer leurs effets sur l'exploitation familiale largement dominante dans ce pays. À travers des exemples régionaux, pris pour l'essentiel dans la région Rhône-Alpes, la Franche-Comté et l'Île-de-France, seront abordés les thèmes de la mécanisation du travail agricole, de la fabrication, de l'approvisionnement et de l'utilisation des engrais, de la sélection empirique puis génétique des animaux (bovins et chevaux) et des plantes. Ces études micro-historiques seront complétées par une synthèse nationale qu'il est possible de réaliser à partir des diverses enquêtes et données statistiques disponibles.

Outre la thèse (Rémi Fourche) en cours et bénéficiant d'une allocation de recherche du Ministère (voir p. 67) et les travaux en cours présentés *supra*, certains membres de l'équipe se proposent d'orienter leurs recherches vers ce thème : Anne-Marie Granet-Abisset annonce ainsi une recherche sur les

canaux d'irrigation et l'organisation sociale des communautés du Briançonnais et de l'Embrunais aux XIX^e et XX^e siècles. Enfin, plusieurs DEA sont sur le point d'être soutenus et devraient être immédiatement poursuivis par une thèse : « Les aménagements hydrauliques dans les campagnes de Rhône-Alpes aux XIX^e et XX^e siècles » (Armelle Barré) ; « Le maïs dans le département de l'Ain aux XIX^e et XX^e siècles » (Alice Borel) ; « L'aménagement hydraulique de la Dombes au XIX^e siècle » (Violaine Croze) ; « La mécanisation agricole en Rhône-Alpes, 1860-1940 » (Renaud Gratier de Saint Louis) ; « Agriculture et agriculteurs de Bresse, 1918-1950 » (Mathieu Pelletier).

MEMBRES DE L'ÉQUIPE

Enseignants et chercheurs

Jean-Luc MAYAUD, professeur d'histoire contemporaine, université Lumière Lyon 2 (responsable de l'Équipe)

Claude-Isabelle BRELOT, professeur d'histoire contemporaine, université Lumière Lyon 2

Claire DELFOSSE, maître de conférences de géographie, université Lille I

Robert ESTIER, maître de conférences en histoire contemporaine, université Lumière Lyon 2

Gilbert GARRIER, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Lumière Lyon 2

Pierre GOUJON, professeur émérite d'histoire contemporaine, Institut universitaire de formation des maîtres de Lyon

Anne-Marie GRANET-ABISSET, maître de conférences en histoire contemporaine, université Pierre Mendès France Grenoble 2

Edouard LYNCH, maître de conférences en histoire contemporaine, université Lumière Lyon 2

Post-doctorants

Virginie BODON, allocataire de recherche à l'université Lumière Lyon 2, 1992-1995, thèse soutenue en 1997 : « La modernité au village. Étude comparée de l'aménagement des barrages de Tignes et de Serre-Ponçon, des années 1920 à la fin des années 1960 », sous la direction de Henri Morsel, université Lumière Lyon 2.

Nicolas BOURGUINAT, attaché temporaire d'études et de recherches, Université Strasbourg 2, thèse soutenue en 1997 : « Ordre naturel, ordre public et hiérarchie sociale dans la France de la première moitié du XIX^e siècle. L'État et les violences frumentaires », sous la direction de Yves Lequin, université Lumière Lyon 2.

Christian ESTÈVE, instituteur, thèse soutenue en 1995 : « Mentalités et comportements politiques dans le Cantal de 1852 à 1914 », sous la direction de Philippe Vigier et Francis Demier, université Paris X-Nanterre.

Philippe GONOD, chargé d'études de l'Institut de recherche du Val de Saône-Mâconnais, thèse soutenue en 1993 : « Propriété et partage du sol : la transmission du patrimoine dans le Val de Saône aux XVIII^e et XIX^e siècles », sous la direction de Gilbert Garrier, université Lumière Lyon 2.

Jean LARGE, professeur de lycée, thèse soutenue en 1996 : « Familles et patrimoines en Beaujolais (1760-1914) », sous la direction de Gilbert Garrier, université Lumière Lyon 2.

Bernard VANDEPLAS, professeur d'histoire-géographie, thèse soutenue en 1995 : « Le Cantal, de l'Ancien Régime

à la fin de la Seconde République. Étude politique, économique et sociale », sous la direction de Philippe Vigier et Ronald Hubscher, université Paris X-Nanterre.

Doctorants

Martine BACQUÉ-COCHARD, « La petite exploitation en Pays Basque français au XIX^e siècle ».

Augustin BALLOT, « La féculerie en France aux XIX^e et XX^e siècles ».

Christine CHATOT-PIERALLI, « Les villages du Doubs et la Troisième République ».

Pierre CORNU, « La déprise humaine dans les hautes terres du Massif central (1840-1990) ».

Philippe DETURCHE, « Les indivis dans l'arc alpin (Savoie, Haute-Savoie, Val d'Aoste et Valais) ».

Rémi FOURCHE, « La protection des cultures végétales et ses réceptions dans le monde agricole Rhône-Alpes (seconde moitié du XX^e siècle) ».

Laurent LE GALL, « Les villages du Finistère et la Seconde République ».

Yann STEPHAN, « La petite exploitation rurale dans le département de la Drôme au XIX^e siècle ».

Hélène VARLET, « Atteintes physiques et homicides dans les campagnes de l'Ain au XIX^e siècle ».

Jean-Christophe VINCENT, « L'homme et l'animal de compagnie : étude de l'évolution des sensibilités en milieu urbain, Lyon (XIX^e-XX^e siècles) ».

DEA en cours

Armelle BARRÉ, « Les aménagements hydrauliques dans les campagnes de Rhône-Alpes aux XIX^e et XX^e siècles ».

Isabelle BERNARD, « Femmes et délinquance dans le Beaujolais au XIX^e siècle ».

- Alice BOREL, « Le maïs dans le département de l'Ain aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Grégory BOUDET, « La filière cuir en Rhône-Alpes aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Stéphanie BOURGEAS, « Élevage et éleveurs de chevaux comtois aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Estelle BOYER, « La question sociale dans les campagnes du département de la Loire au XIX^e siècle ».
- Arnauld CAPPEAU, « Les conflits de voisinage dans les campagnes de Rhône-Alpes au XIX^e siècle ».
- Gaëlle CHARCOSSET, « Les élus municipaux des communes rurales de Rhône-Alpes au XIX^e siècle ».
- Violaine CROZE, « L'aménagement hydraulique de la Dombes au XIX^e siècle ».
- Marin DACOS, « Pour une histoire du regard dans les campagnes vauclusiennes à l'époque contemporaine ».
- Caroline GILBERTE, « Le bétail gras en France au XIX^e siècle : une histoire de la *filière viande* ».
- Renaud GRATIER de SAINT LOUIS, « La mécanisation agricole en Rhône-Alpes, 1860-1940 ».
- Laurence HUGOT, « Cabarets et cabaretiers dans les campagnes de Rhône-Alpes des XIX^e et XX^e siècles ».
- Lisanne LAGOURGUE, « Lavande et lavandins dans le département de la Drôme aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Stéphanie LARCELET, « Les gardes forestiers et leurs activités dans la forêt autonoise au XIX^e siècle ».
- Mélanie METTRA, « L'olive dans le département de la Drôme aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Anne MONNET, « Excellence et concours agricoles dans le canton de Genève aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Mathieu PELLETIER, « Agriculture et agriculteurs de Bresse (1918-1950) ».
- Laure PIATON, « Les pratiques musicales dans les campagnes de Rhône-Alpes aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Valérie PONA, « Betterave et betteraviers dans le département de l'Oise aux XIX^e et XX^e siècles ».
- Sébastien ROMAGNAN, « Éleveurs, races de bétail et mutations de l'élevage en Savoie au XIX^e et XX^e siècles ».
- David TROUILLET, « L'élevage bovin en Saône-et-Loire au XIX^e siècle ».

ATELIER

– 23 novembre 1996, Jean-Luc MAYAUD : « Les études rurales au Centre Pierre Léon. Perspectives de recherche ».

– 21 décembre 1996, Jean-Luc MAYAUD : « L'excellence agricole : pour une prosopographie des élites paysannes ».

– 18 janvier 1997, Guy MARIVAL : « Le projet "Mémoires 2000" de la Chambre d'agriculture de l'Aisne : méthodes, problématiques et premiers résultats ».

– 15 février 1997, Ronald HUBSCHER : « L'émergence d'une catégorie professionnelle : les vétérinaires (XVIII^e-XIX^e siècles) ».

– 22 mars 1997, Frédéric CHAUVAUD : « L'Histoire de la violence rurale et l'émiettement des objets ».

– 12 avril 1997, Anne-Marie GRANET-ABISSET : « Les mobilités entre réalités et représentations. L'apport des archives non écrites ».

– 24 mai 1997, Claude-Isabelle BRELOT : « Les élites châtelaines sous le regard des paysans ».

– 18 octobre 1997, « Perspectives », Jean-Luc MAYAUD : « Les études rurales au Centre Pierre Léon ». Marin DACOS, « Pour une histoire du regard dans le monde rural ».

– 15 novembre 1997, « Produits, terroirs, identités », Claire DELFOSSE : « Fromages, pays, identités », Gilbert GARRIER : « Législation viti-vinicole, terroirs et identités ».

– 13 décembre 1997, « Réactivations des communautés agraires, Christian ESTHÈVE : « Chasse et communauté rurale dans la France du XIX^e siècle », Philippe GONOD : « Les sociétés d'assurances mutuelles (1830-1939). Un exemple d'institutionnalisation des solidarités locales ».

– 17 janvier 1998, « La petite exploitation rurale », Martine BACQUÉ-COCHARD : « Le cas du Pays Basque français au XIX^e siècle ». Yann STEPHAN : « L'exemple de la Drôme au XIX^e siècle ».

– 21 février 1998, « Gauches et paysans », Édouard LYNCH : Le parti socialiste et l'action politique au village (1920-1940) ». Jean VIGREUX : « Les communistes à la campagne (1920-1964) ».

– 21 mars 1998, « Méditerranée », Socrates PETMEZAS : « L'histoire rurale contemporaine en Grèce », Ramon GARRABOU, « Changements agraires dans l'Espagne des XIX^e et XX^e siècles ».

– 25 avril 1998, « Déclassements », Claude-Isabelle BRELOT : « Châtelains en déclassement au XIX^e siècle », Jacques RÉMY, « Désastre ou couronnement d'une vie : la vente aux enchères à la ferme ».

– 16 mai 1998, « Politisations », Peter McPHEE : « Les semailles de la République dans les Pyrénées Orientales (1846-1852) : classes sociales, culture et politique », Jean-Luc MAYAUD : « Pour une approche micro-historique de la politisation des campagnes ».